



Dijon le 18/04/2018

EHPAD, ACTION SOCIALE ET SOINS, MÊME MISERE

La FEHAP fait l'annonce que 400 millions d'€ vont être débloqués par le gouvernement pour financer les EHPAD sur les parties hébergement et soin. La FEHAP précise que **cet effort sera étalé sur 7 ans** ! D'après la FEHAP, 85 % des établissements adhérents vont y gagner et seulement 3 % vont y perdre. Reste à déterminer quel secteur sera le moins avantageux : l'hébergement ou le soin ? La CGT rappelle qu'au regard du nombre d'établissements concernés, ces 400 Millions représenteront 0,3 Equivalent Temps Plein (ETP) par EHPAD, tous types de métiers confondus.

Pour la CGT, cette mesure est très loin de combler les vides et les manquements induits par les baisses d'effectifs de ces dernières années et ne répond aucunement aux besoins des salariés et des résidents de ces établissements.

Epuisement, accidents de travail, maladies professionnelles, mises en inaptitude, burn out, suicides... sont le quotidien des professionnels de ces secteurs aujourd'hui.

Nous, professionnels du secteur de l'Action Sociale, de la Santé Privée et EHPAD réclamons :

- à pouvoir travailler dignement, avec des salaires décents
- l'arrêt du sous-effectif permanent et le ratio d'un soignant par résident en EHPAD

Tout.e.s les salarié.e.s de la Santé et de l'Action Sociale dénoncent la dégradation jour après jour de leurs conditions de travail, l'insuffisance de leur salaire, les manques d'effectifs et la remise en cause de leurs conquêtes sociales.

Alors que les hôpitaux publics agonisent, que les secteurs social et médico-social sont soumis à une cure d'austérité drastique, que les grands groupes financiers s'enrichissent de façon indécente, ce sont les salarié.e.s qui payent encore et toujours le prix fort des politiques de santé, d'aujourd'hui et d'hier.

LA SANTÉ ET L'ACTION SOCIALE NE SONT PAS DES MARCHANDISES !

Nous n'acceptons pas que les patients, les personnes en situation de handicap et/ou de précarité et les personnes âgées dont nous nous occupons soient considérés uniquement comme des coûts pour la société.
Car de l'argent, il y en a ! Pour faire la guerre et fabriquer des armes, pour les dividendes des actionnaires, et tous les petits malins qui échappent à l'impôt par l'optimisation fiscale !

DES RÉFORMES, OUI ! LA RÉGRESSION SOCIALE, NON !

Sous le masque du « modernisme », le gouvernement poursuit son opération de casse sociale. Les ordonnances Macron vont considérablement affaiblir la capacité des représentants du personnel et des organisations syndicales à assurer la défense des intérêts des salariés.

Les employeurs vont avoir les mains libres pour remettre en cause les conventions collectives et les droits acquis.

ALORS POUR NE PLUS SUBIR, AGISSONS !

Nous, salariés du privé, refusons :

- les logiques comptables qui asphyxient nos secteurs,
- la financiarisation de la santé qui enrichit les groupes financés sur le dos de la Sécurité Sociale.
- le découpage de notre travail en prestations

Et exigeons :

- La revalorisation des salaires, pour toutes les catégories professionnelles,
- L'embauche de personnel en nombre, pour assurer de manière acceptable nos missions,
- Une Convention Collective Unique et Etendue de haut niveau pour l'ensemble du secteur privé.

Mardi 24 Avril 2018 à partir de 10.30.

Grand rassemblement devant ARS.

Venez faire du bruit !!!

ENSEMBLE AVEC LA CGT

